

octobre 2018

La présence économique de la Chine au Maghreb : ambitions et limites

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

FRANÇOIS LAFARGUE

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 – UNE PRESENCE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE	4
2 – QUELS OBJECTIFS POUR LA CHINE EN AFRIQUE DU NORD ?	7
2.1 – Le Maghreb : un fournisseur encore marginal en hydrocarbures.....	7
2.2 – Le Maghreb : un marché et une base de fabrication	8
3 – LES FREINS A L'INVESTISSEMENT DE LA CHINE AU MAGHREB	9
4 – ÉVOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS	10
BIBLIOGRAPHIE	11

La présence économique de la Chine au Maghreb : Ambitions et limites*

INTRODUCTION

La stratégie économique de la République populaire de Chine (RPC) au Maghreb est souvent perçue comme similaire à celle menée en Afrique subsaharienne, alors qu'elle s'articule autour d'objectifs et de logiques distinctes. La Chine – qui fut le premier État non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en décembre 1958 – a établi des relations diplomatiques avec les pays du Maghreb peu après leur indépendance : en novembre 1958 avec le Maroc, en janvier 1964 avec la Tunisie, puis en 1965 avec la Mauritanie. Seules les relations diplomatiques avec la Libye ont été instaurées plus tardivement en 1978, puisque Tripoli reconnaissait jusqu'alors la République de Chine (Taiwan)¹. Jusqu'au début des années 2000, les relations commerciales et financières sino-maghrébines restent limitées, par manque de complémentarité et à cause de l'influence d'alliés historiques et politiques (comme la France au Maroc, l'Italie en Tunisie ou la Russie en Algérie²). En moins de deux décennies, la RPC s'est imposée comme un partenaire incontournable des économies du Maghreb (1), avec des motivations énergétiques et commerciales (2), mais son influence se heurte ici à plusieurs freins, comme la solidité des liens entretenus par les pays de la rive sud de la Méditerranée avec l'Union européenne et les États-Unis, et leur méfiance à l'égard d'une Chine perçue comme hostile à l'islam et dont l'ambition inquiète (3).

* Par François Lafargue, Docteur en géopolitique, Docteur en Science Politique, professeur à Paris School of Business.

¹ Une attitude qui s'explique probablement par le refus de la Chine d'aider la Libye dans ses recherches nucléaires.

² La Russie est le premier fournisseur d'armes de l'Algérie depuis 1962.

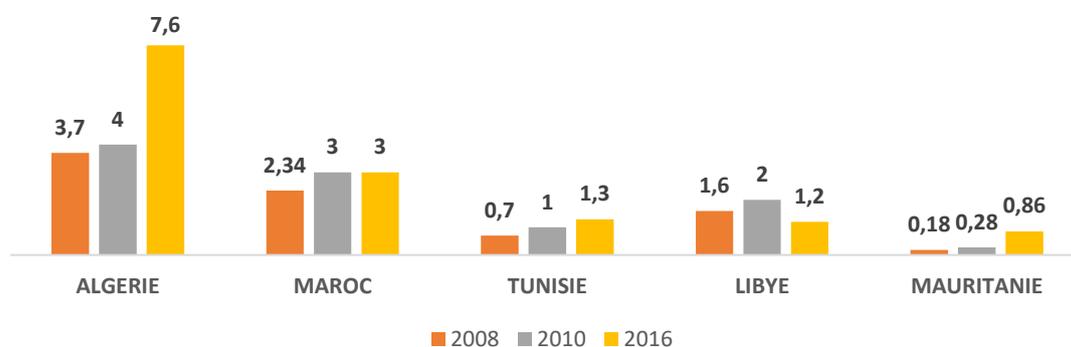
I – Une présence économique et commerciale

Les échanges commerciaux entre la RPC et les cinq pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie, Algérie, Tunisie et Libye) ont connu une forte progression passant de 13,3 milliards de dollars en 2008 à près de 17 milliards en 2016³. Plusieurs remarques s'imposent :

- ➔ la hausse d'un quart de ces échanges est d'autant plus significative que les États de la région ont connu à des degrés divers d'importants soubresauts politiques, affectant leur économie ;
- ➔ ces échanges bilatéraux ne représentent que 15 % du commerce de la Chine avec le continent africain et plus généralement que 0,4 % de son commerce extérieur ;
- ➔ plus de la moitié du commerce de la Chine avec les cinq États du Maghreb est en fait réalisée avec l'Algérie ;
- ➔ la fluctuation des cours des hydrocarbures explique certaines corrections brutales. Entre 2014 et 2016, la baisse des cours du pétrole a entraîné une diminution des 2/3 du montant des importations chinoises en provenance d'Algérie.

Actuellement, la RPC est le 1^{er} fournisseur de l'Algérie et le 3^e de la Tunisie et du Maroc. Les importations de produits chinois ne cessent de progresser (de 90 % en Algérie et de 20 % au Maroc entre 2010 et 2016). Néanmoins le commerce bilatéral est profondément déséquilibré, puisque le taux de couverture de la Tunisie dans son commerce avec la Chine n'est que de 1 % et de 4 % pour l'Algérie. La Chine n'est que le 13^e client du Maroc et le 14^e de l'Algérie.

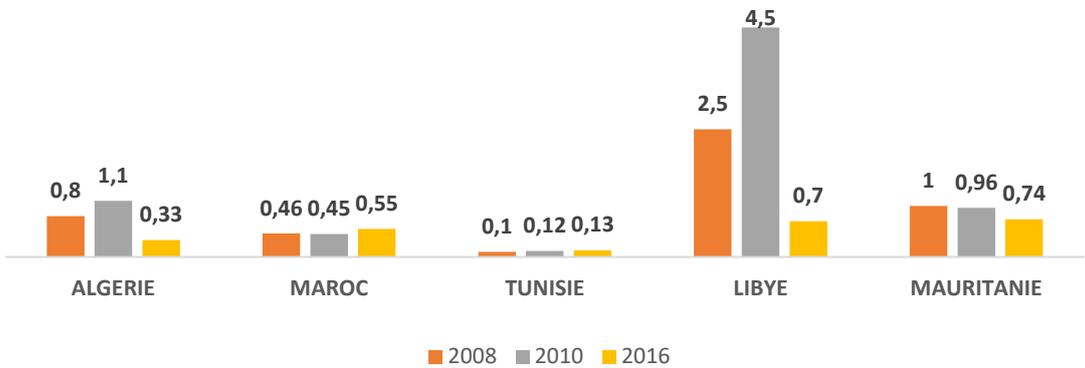
Figure n° 1 : LES EXPORTATIONS DE LA CHINE VERS LES PAYS DU MAGHREB (2008-2016) EN MILLIARDS DE DOLLARS⁴



³ Données de l'ONU (*United nations international trade statistics database*), et du Ministère du Commerce extérieur de la RPC.

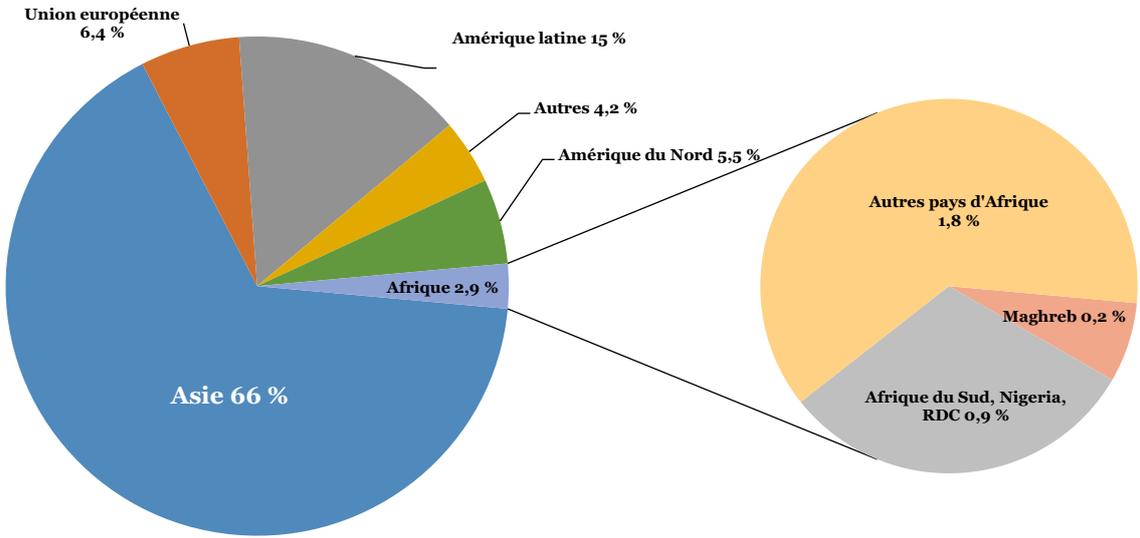
⁴ <https://comtrade.un.org/>

Figure n° 2 : LES EXPORTATIONS DES PAYS DU MAGHREB VERS LA CHINE (2008-2016) EN MILLIARDS DE DOLLARS



Au Maghreb, les investissements directs étrangers de la Chine demeurent encore modestes (3,1 milliards de dollars en 2016 soit 0,23 % du stock des IDE de la Chine à l'étranger⁵). Au Maroc, la RPC détient 3 % du stock d'IDE contre 20 % pour la France. Par contre l'Algérie figure parmi les premiers récipiendaires des investissements chinois en Afrique (après l'Afrique du Sud, la RDC et le Nigeria), mais leur montant est encore trop faible (2,55 milliards) pour avoir un impact décisif sur l'économie du pays. La progression de ces investissements est incontestable (ils ont triplé depuis 2010), mais au même rythme que dans le reste de l'Afrique.

Figure n° 3 : LE STOCK DES INVESTISSEMENTS DE LA CHINE A L'ETRANGER EN 2016



⁵ Statistical bulletin of China's outward foreign direct investment, 2017, Ministère du Commerce extérieur de la RPC (Mofcom).

En Afrique du Nord comme dans la plupart des pays du continent, les entreprises de la RPC ont bâti de nombreuses infrastructures de génie civil. Une liste exhaustive serait fastidieuse, rappelons que depuis une vingtaine d'années, une large majorité des marchés publics dans le BTP au Maroc, en Libye et en Algérie a été remportée par des groupes chinois. À la fin des années 2000, l'Algérie a bénéficié de la forte appréciation des cours des hydrocarbures, lui permettant notamment de financer la construction de près de 4 millions de logements promis par A. Bouteflika, lors de son accession au pouvoir. La CSCEC (*China State Construction & Engineering Corporation*) a notamment construit plusieurs bâtiments comme l'hôtel Sheraton à Alger, le centre commercial El Qods à Chéraga, présenté par ses promoteurs comme le plus grand centre commercial d'Afrique, ou encore l'établissement hospitalier d'Oran. Actuellement, la CSCEC achève les travaux de construction de la Grande mosquée d'Alger, qui sera par sa superficie (27 hectares), la première d'Afrique et l'aménagement du port et de la zone industrielle d'El Hamdania. Contrairement à une idée souvent admise, les entreprises chinoises n'ont plus un avantage salarial déterminant, puisque la rémunération minimum horaire dans certaines villes (2,7 \$ à Shenzhen) est désormais supérieure à celles en vigueur au Maroc (1,4 \$) ou en Algérie (1 \$).

Les principaux atouts des groupes de BTP chinois sont :

- ➔ leur capacité à déployer plusieurs milliers d'ouvriers sur un chantier, assurant une rapidité dans l'exécution des travaux ;
- ➔ le bénéfice d'économies d'échelle par le nombre de projets engagés (remises accordées par les fournisseurs, coûts de recherche amortis⁶) ;
- ➔ une qualité de construction indiscutablement supérieure à celle des entrepreneurs locaux ;
- ➔ enfin, grâce à leur expérience acquise sur leur marché intérieur, les groupes de BTP chinois peuvent travailler facilement avec des partenaires occidentaux et offrir désormais des prestations qui se rapprochent de celles proposées par leurs concurrents étrangers.

Le recours aux entreprises chinoises est également justifié par les tensions sociales très préoccupantes dans la région, comme en Algérie avec une pénurie criante de logements et des infrastructures souvent délabrées. Les Chinois sont la première communauté étrangère en Algérie (avec de l'ordre de 40 000 ressortissants), mais qui vivent toujours isolés du reste de la population. Les commerçants chinois et leurs familles installés au Maghreb ne font guère d'efforts pour être acceptés par leur hôte, car leur objectif est de profiter du dynamisme économique de la région, puis de revenir dans leur pays d'origine.

⁶ Parmi les dix premiers groupes mondiaux de BTP en termes de chiffres d'affaires, 7 sont Chinois, 2, Français (Vinci et Bouygues) et un Espagnol, ACS. (Données du magazine professionnel *Engineering news record*).

2 – Quels objectifs pour la Chine en Afrique du Nord ?

L'intérêt porté par la Chine à l'Afrique du Nord s'explique par des enjeux énergétiques, miniers et commerciaux.

2.1 – Le Maghreb : un fournisseur encore marginal en hydrocarbures

La Libye avant la guerre civile (2011) exportait près de 10 % de sa production en pétrole vers la Chine. Désormais seule l'Algérie reste un fournisseur en hydrocarbures, mais marginal puisqu'elle ne couvre que 1,3 % des importations pétrolières chinoises⁷. Ce faible chiffre ne peut pas s'expliquer par l'éloignement géographique de la Chine qui est à nuancer, puisque la distance entre Shanghai et le port d'Alger est inférieure d'un tiers à celle entre Shanghai et Port Harcourt au Nigeria. Mais en partant d'Algérie, les navires pétroliers doivent emprunter le canal de Suez, une route maritime qui présente de nombreuses contraintes (coût du passage pour les tankers, taille limitée des bâtiments, risques d'attaques terroristes perpétrées par des groupes terroristes actifs dans le désert du Sinaï). La production pétrolière algérienne est surtout faible et en diminution régulière (de 20 % depuis dix ans) et les investissements étrangers restent découragés par certaines restrictions (comme l'obligation imposée aux étrangers d'être minoritaires dans les entreprises de droit algérien) et par un environnement juridique et fiscal incertain.

Les investissements chinois en Libye engagés au début des années 1990 (principalement ceux de la CNPC) sont désormais compromis par l'instabilité du pays, née du renversement du colonel Kadhafi. Pour le moment, les projets de coopération dans le domaine des hydrocarbures restent en deçà des attentes de Pékin, mais ils pourraient devenir plus étroits avec l'Algérie et la Libye, soucieuses de trouver de nouveaux débouchés commerciaux, à cause des évolutions suivantes :

- ➔ l'Union européenne qui est la destination des $\frac{3}{4}$ des exportations en pétrole de l'Algérie, connaît une diminution de sa consommation (due aux efforts menés en faveur des énergies renouvelables, et à la baisse de l'activité industrielle). Depuis 2015, les exportations de pétrole d'Algérie vers l'Union ont déjà diminué d'un quart, une tendance qui devrait se poursuivre⁸ ;
- ➔ en Algérie, la découverte de gisements de gaz non conventionnels (issus de la fracturation de roches de schiste), dont les réserves sont considérées comme

⁷ BP Statistical review of world energy, juin 2018, p. 24.

⁸ Bulletin statistique annuel de l'OPEP, 2017, p. 56.

les 3^e mondiales, ouvre de nouvelles perspectives. Ce gaz pourrait être exporté par méthanier vers les pays d'Asie ;

- ➔ sur le marché européen, l'Algérie est confrontée à la concurrence du gaz naturel en provenance des États-Unis, puisque les contrats conclus avec les fournisseurs américains sont moins contraignants et révisables régulièrement tant sur les prix que la quantité livrée.

Le sous-sol au Maghreb n'est pas aussi riche en minerais et en métaux qu'en Afrique australe. En Mauritanie, la quasi-totalité des importations de la Chine est constituée par du minerai de fer (mais qui ne représente que moins de 1 % de ses achats mondiaux). Au Maroc, la moitié des exportations du royaume vers les ports chinois sont également des minerais (cuivre, zinc et plomb). Mais ces volumes couvrent une très faible part des besoins de l'industrie chinoise. A l'occasion du 7^e Sommet sur la coopération Chine-Afrique (septembre 2018), le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahia a annoncé que l'Algérie participerait à l'initiative de Xi Jinping, dénommée « une ceinture, une route ». Cette expression fait l'objet d'une abondante littérature⁹ mais traduit l'ambition de la Chine de bâtir des infrastructures de transport destinées à faciliter son commerce (lignes de chemin de fer, routes, ports en eaux profondes). Les ports d'Algérie permettront prochainement de relier *via* la route transsaharienne, plusieurs centres urbains d'Afrique de l'Ouest comme Agadez, Tamanrasset et Lagos.

2.2 – **Le Maghreb : un marché et une base de fabrication**

Les pays du Maghreb sont souvent présentés comme un marché prometteur de près de 100 millions de clients potentiels pour les entreprises chinoises, susceptibles de distribuer leurs biens de consommation courants (produits électroménagers, textile), adaptés à des populations au pouvoir d'achat encore limité, mais davantage solvables qu'en Afrique subsaharienne. La Tunisie, le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie représentent 15 % du PIB du continent africain pour 8 % de sa population. Le niveau de vie (exprimé en parité de pouvoir d'achat par habitant) en Tunisie ou en Algérie est comparable au PIB moyen en Chine (15 000 \$ par an). Mais les marques chinoises sont encore perçues comme peu fiables par un consommateur assez averti. Leurs réseaux de distribution sont parfois défectueux, et les politiques protectionnistes rendent parfois difficile leur implantation. En Algérie, le marché des smartphones est en majorité détenu par des marques nationales comme Condor, ENIE, Kiowa ou Benzo. Une réussite servie par les taxes frappant les importations de produits électroniques¹⁰. Dans le secteur automobile,

⁹ Michel Foucher, « L'Euro-Asie selon Pékin », *Politique étrangère* 2017/1, pp. 99-113.

¹⁰ Pour réduire le montant de son déficit commercial (17 milliards de dollars en 2016), le gouvernement algérien a décrété des restrictions de volumes pour les importations de véhicules, comme des produits électroniques et d'électroménagers.

les restrictions d'importation, mises en place à partir de 2016, devraient inciter les constructeurs étrangers à ouvrir des usines sur place. Plusieurs projets de zones économiques spéciales ont été envisagés en partenariat avec des entreprises chinoises qui peuvent bénéficier d'avantages fiscaux, d'exonérations de taxes sur les matières premières et sur les outils de production importés. Mais ces projets peinent à se concrétiser, car ils se heurtent souvent à des objectifs contradictoires. En Algérie, le parc industriel dédié à l'automobile à Bellara n'a pas abouti, puisque le constructeur chinois pressenti pour s'y installer, le groupe JMC, souhaitait n'assembler que ses véhicules sur place sans développer une filière locale. À Tanger, le groupe chinois Haite aurait renoncé à aménager la « Cité Mohammed VI Tanger Tech », présentée comme une plate-forme destinée à accueillir des entreprises chinoises notamment dans la construction automobile ou le textile.

3 – Les freins à l'investissement de la Chine au Maghreb

Au Maghreb, la Chine n'est pas dans une situation aussi favorable qu'en Afrique subsaharienne. En premier lieu, les États du Maghreb sont récipiendaires des investissements effectués par les monarchies du golfe arabo-persique et de manière plus régulière par les pays européens. En 2016, la France et les Émirats arabes unis détenaient les 3/4 du stock des IDE au Maroc. Les capitaux chinois ne sont donc pas aussi indispensables qu'en Afrique subsaharienne, là où les bailleurs de fonds occidentaux se montrent plus frileux (à cause notamment de l'instabilité politique, et des pratiques de mauvaise gouvernance). En Afrique comme au Soudan ou au Zimbabwe, la Chine en échange de l'accès aux matières premières offre une protection diplomatique, notamment un soutien aux Nations unies. Les pays du Maghreb n'entrent pas dans ce cadre d'allégeance et voient dans la Chine, un partenaire précieux capable de les aider dans leur modernisation industrielle, mais aux côtés des États-Unis, et des anciennes puissances coloniales (France, Italie, Espagne). Relevons également la présence active des groupes turcs comme Ulker ou Beko, dont les produits bénéficient d'une forte notoriété.

En quinze ans, la Chine a fait taire certaines critiques, notamment celles portant sur la qualité des produits vendus ou leur potentielle dangerosité, mais plusieurs récriminations sont encore formulées. Les sociétés chinoises de pêches lointaines sont accusées de déclarer des montants inexacts du tonnage brut de leurs navires (un chiffre qui sert à calculer le montant des redevances à verser aux États africains), et d'enfreindre la réglementation sur les limitations des zones de pêche¹¹.

Au Maroc, la présence des investisseurs chinois dans le secteur textile est toujours jugée avec méfiance. Après l'abrogation des Accords multifibres (AMF), le 1^{er} janvier 2005 (qui

¹¹ *Arnaque sur les côtes africaines. La face cachée de la pêche chinoise et des sociétés mixtes au Sénégal, en Guinée Bissau et en Guinée*, Greenpeace, mai 2015, consultable [ici](#).

supprima tout quota pour le textile chinois à l'entrée de l'Union européenne), les entreprises marocaines furent confrontées à la concurrence soutenue des marchandises en provenance d'Asie, distribuées sur le marché européen. La production chinoise avait alors un coût de revient nettement plus faible grâce à sa compétitivité salariale et à un volume plus important permettant des économies d'échelle. Les entreprises marocaines ont privilégié leurs activités de sous-traitance pour le compte des marques européennes désireuses de renouveler régulièrement leurs collections, et cherchant des fournisseurs capables d'assurer en quelques jours leur livraison. La filière de la confection au Maroc (qui assure le quart de l'emploi industriel) reste encore très fragile.

4 – Évolutions et recommandations

L'image d'une Chine « prédatrice » s'estompe pour plusieurs raisons :

- ➔ Les entreprises chinoises accompagnent l'industrialisation des pays du Maghreb, puisqu'après Renault installé à Tanger et PSA à Kénitra, le constructeur automobile BYD Auto devrait inaugurer une première usine au Maroc au début de la prochaine décennie. La Chine est aussi un partenaire indispensable pour la modernisation des infrastructures et sans nul doute jouera un rôle essentiel dans la reconstruction de la Libye.
- ➔ Le développement économique de la région est de l'intérêt de la Chine, afin d'éviter des bouleversements institutionnels (notamment l'arrivée au pouvoir de régimes islamistes) qui lui seraient préjudiciables. La répression menée à l'encontre de la minorité ouïghoure vaut à la Chine d'être l'objet de menaces de la part de groupes terroristes. Soucieuse de protéger ses expatriés et ses intérêts, la Chine s'implique davantage dans les opérations de stabilisation politique et de sécurisation (appui au G5 Sahel, participation plus active aux missions de l'ONU).
- ➔ Enfin, la présence de la Chine au Maghreb permet de soutenir la croissance économique de la région (par l'achat de matières premières et la construction d'infrastructures) offrant ainsi de nouvelles perspectives aux entreprises européennes. Selon les données du FMI, entre 2010 et 2020, le PIB de l'Algérie devrait croître de 35 % et celui du Maroc de 80 %. En Afrique, les groupes européens doivent se résoudre à abandonner les domaines où leur compétitivité est menacée comme le BTP, pour se tourner vers des secteurs de services à plus forte valeur ajoutée et où leur compétence est reconnue, comme l'agroalimentaire, les assurances ou la grande distribution (le groupe Carrefour a inauguré un premier magasin en Algérie en 2015 et a plusieurs projets d'ouverture d'hypermarchés dans ce pays). La présence de la Chine au Maghreb suscite de nombreuses interrogations mais elle se révèle également complémentaire aux investissements européens.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Lafargue F., *La Chine en Afrique : « Une présence utile mais encombrante » in L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Karthala, 2014.

Olimat, M., *China and the Middle East: from Silk Road to Arab Spring*, Routledge, Londres, 2013.

Pairault T et Talahite F., *Chine-Algérie : Une relation singulière en Afrique*. Riveneuve éditions, Paris, 2014.

Articles

Corkin L., « Redefining Foreign Policy Impulses toward Africa: The Roles of the MFA, the Mofcom and China Exim Bank », *Journal of Current Chinese Affairs*, n°40, 2011, p. 61-90.

Lafargue F., « La révolution libyenne vue de Pékin », *Maghreb Machrek*, Hiver 2012.

Pairault T., « Les relations économiques entre la Chine et les pays du Maghreb », *Monde chinois*, 2016, pp. 82-95.

Zambelis C., « China's Inroads into North Africa: An Assessment of Sino-Algerian Relations », *China brief*, The Jamestown foundation, volume X, janvier 2010.

Quotidiens et magazines

Algérie : *El Watan*, *L'Expression*

Maroc : *Telquel*

Ressources internet

Site sur les relations Chine-Afrique

<http://www0.sun.ac.za/ccs/> : The Centre for Chinese Studies de l'Université Stellenbosch

<https://chinaafricaproject.com>

<https://www.pairault.fr/sinaf/>

<http://www.chinaafricarealstory.com/>